



MAÎTRE DE L'OUVRAGE :
Commune des Fins, Place du 8 Mai, 25500 LES FINS

OPÉRATION :
Les Fins (25) : travaux de VRD 2019 / 2020

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER - GENERALITES	4
ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 - TITULAIRE DU MARCHÉ.....	4
1.3 - SOUS-TRAITANCE.....	4
1.4 - CATEGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	4
1.5 – TYPE ET CONTENU DE LA MISSION	4
1.5.1 - Mission de base.....	4
1.5.2 - Tranches.....	5
1.6- MAITRISE D’OUVRAGE	5
1.7 – AUTRES INTERVENANTS	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1 - PIECES PARTICULIERES.....	5
2.2 - PIECES GENERALES	6
2.3 - NANTISSEMENT - CESSIION DE CREANCE - PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE	6
CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	6
ARTICLE 3 - T.V.A.....	6
ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION.....	6
4.1.-MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION.....	6
4.2. DISPOSITIONS DIVERSES	6
ARTICLE 5 - PRIX.....	7
ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	7
6.1 - AVANCE.....	7
6.1.1 - Avance au titulaire	7
6.1.2 - Avance aux sous-traitants	7
6.2 - ACOMPTES.....	7
6.2.1 - Pour l'établissement des documents d'études AVP et, PRO	7
6.2.3 - Pour l'exécution des prestations ACT	7
6.2.4 - Pour les études d'exécution.....	7
6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)	7
6.2.6 – autres éléments de mission	8
6.2.7 - Montant de l'acompte	8
6.3 - SOLDE.....	8
6.4 - DELAIS GLOBAL DE PAIEMENT.....	8
6.5 – INTERETS MORATOIRES	9
CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 7 - DELAIS	9
7.1 – POINT DE DEPART DES ELEMENTS DONT LE DELAI EST FIXE DANS L’ ACTE D’ENGAGEMENT.....	9
7.2 – AUTRES DELAIS ET POINTS DE DEPART.....	9
ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD ET REFACTIONS.....	10
ARTICLE 9 – RECEPTION DES DOCUMENTS.....	10
9.1 – FORME DES DOCUMENTS	11
9.2 – NOMBRE D’EXEMPLAIRES	11

9.3 – VERIFICATIONS ET DECISIONS	11
CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	11
ARTICLE 10 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET TOLERANCE PHASE ETUDES	11
ARTICLE 11 – COUT DE REFERENCE TRAVAUX	12
CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	12
ARTICLE 12 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ET TOLERANCE.....	12
ARTICLE 13 - EMISSION DES ORDRES DE SERVICE	13
ARTICLE 14 - PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
ARTICLE 15 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 16 - UTILISATION DES RESULTATS.....	13
ARTICLE 17-ACHEVEMENT DE LA MISSION	13
CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES	13
ARTICLE 18 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	13
ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHE, EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	14
19.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	14
19.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIERS.....	14
19.3 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	14
ARTICLE 20 - CLAUSES DIVERSES	14
20.1 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	14
20.2 - SAISIE-ARRET	14
20.3 - ASSURANCES OBLIGATOIRES	14
20.4 - COMMUNICATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.....	14
20.5 - OBLIGATION DE RESULTAT	15
20.6 - REGULARITE DE LA SITUATION DU TITULAIRE	15
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	15

CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES :

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de VRD 2019 / 2020 aux Fins (25).

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "*le maître d'œuvre*" sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement (AE).

Le maître d'œuvre a désigné dans son acte d'engagement les personnes chargées au quotidien d'assurer la bonne exécution de sa mission. Ces personnes doivent être maintenues dans leur rôle pendant toute la durée du marché, dans la limite du cas de force majeure ou démission d salarié. Cependant, le maître d'ouvrage pourra récuser toute personne physique dont la valeur des prestations, le comportement ou la probité seraient jugés par lui comme n'étant pas compatibles avec le bon déroulement de l'opération. Tout changement de salarié devra être traité selon les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Il appartient au maître d'œuvre de mettre en place tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution de sa mission en particulier des intervenants possédant des compétences en architecture, techniques tous corps d'état, techniques courants forts et faibles, techniques CVC, économie de la construction, traitement éventuel des déchets spéciaux (plomb, amiante, etc.) développement durable, acoustique, ... et d'une manière générale tous domaines nécessaires à la bonne exécution des prestations. S'il ne possède pas lui-même une ou plusieurs de ces compétences, le titulaire aura la faculté de recourir à la sous-traitance (laquelle sous-traitance intervient sous la responsabilité et le contrôle du maître d'œuvre dont coordination interne doit permettre une cohérence d'action, de production et de communication identique à celle d'un contractant unique

1.3 - Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

1.4 - Catégorie d'ouvrages et nature des travaux :

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure.
La nature des travaux est Voiries et réseaux divers.

1.5 – Type et Contenu de la mission :

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément aux textes suivants :

- Loi 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée ;
- Décret 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Ces textes sont précisés par le cahier des clauses techniques particulières au marché de maîtrise d'œuvre.

1.5.1 - Mission de base :

La mission comprend une mission de base, au sens du décret N° 93-1268 du 29 novembre 1993 et de son arrêté d'application du 21 décembre 1993

/

La mission de base comporte les éléments normalisés suivants :

ELEMENTS DE MISSION	INTITULE DE CHAQUE ELEMENT DE MISSION
AVP	Etudes d'avant-projet Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (ICPE le cas échéant,) , ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.
PRO	Etudes de projet.
ACT	Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux.
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux.
AOR	L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA). Constitution des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination

1.5.2 - Tranches :

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

La tranche ferme porte sur la totalité des éléments de mission AVP, PRO, ACT, EXE ainsi que sur les éléments DET, AOR, OPC pour la tranche ferme des marchés de travaux

La tranche conditionnelle porte sur les éléments DET, AOR, OPC pour la tranche conditionnelle des marchés de travaux.

La tranche conditionnelle sera affermie par décision du maître d'ouvrage. Cette décision devra intervenir au plus tard 1 an après la réception de la tranche ferme.

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente, ni d'indemnité de dédit en cas de non affermissement de la tranche conditionnelle.

1.6- MAITRISE D'OUVRAGE :

Le maître d'ouvrage est la commune des Fins.

1.7 – AUTRES INTERVENANTS

Le maître d'ouvrage fera appel à un contrôleur technique, un coordonnateur SPS et éventuellement d'autres intervenants, non définis au stade de la passation du marché.

Le maître d'œuvre prendra en compte ces intervenants dans l'exécution de sa mission et leur fournira les informations et documents utiles à leur mission. Il participera si nécessaire aux réunions organisées par ces intervenants, et devra dans certains cas prendre en compte et/ou incorporer dans ses propres prestations des informations ou documents élaborés par d'autres intervenants.

Le maître d'œuvre devra établir tous les contacts et mener les réunions avec tous les tiers concernés à intervenir de près ou de loin dans le déroulement de l'opération. Ces tiers peuvent être les autorités publiques chargées de l'instruction des autorisations d'urbanisme, les gestionnaires ou concessionnaires de voiries ou réseaux publics et/ou privés, les voisins et riverains. Toute démarche effectuée par le maître d'œuvre devra faire l'objet d'un compte rendu précis au maître d'ouvrage qui devra être tenu informé préalablement à tout contact et toute réunion.

Il est rappelé que le maître d'œuvre a une obligation de secret professionnel vis-à-vis des tiers et des personnes appartenant au titulaire et ne participant pas à l'exécution du marché. A ce titre, il ne leur communiquera ni information ni documents relatifs à l'opération sans un accord préalable du maître d'ouvrage.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),

- Le programme détaillé de l'opération (descriptif des travaux 2019 / 2020 validé lors du conseil municipal du 23 Janvier 2019), modifié ou complété par les informations communiquées pendant la phase de consultation.

2.2 - Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo) et sous réserve des dérogations apportées par le présent CCAP. Les commentaires insérés en annexe de cet arrêté, non contractuels, ne sont pas applicables.
- Les éléments du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux qui définissent le rôle du maître d'œuvre (CCAG travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 dans sa version en vigueur lors du mois d'établissement des prix, en tenant compte des clauses du ou des marchés de travaux, y compris des dérogations éventuellement apportées au CCAG travaux)

Le titulaire devra appliquer et faire respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur, avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, du site et du présent marché, le montant du marché est réputé en tenir compte.

2.3 - Nantissement - Cession de créance - Pièces à délivrer au titulaire :

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG PI :

- la notification pourra ne comprendre qu'une copie du seul acte d'engagement et de ses annexes ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ne sera remis au titulaire que sur demande écrite de sa part.

CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 3 - T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés **hors T.V.A.**

ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION

4.1.-Modalités de fixation du forfait de rémunération :

Le forfait provisoire de rémunération est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le prix comprend les frais généraux et fiscaux, toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché, et notamment et les aléas suivants :

- les frais de coordination et de représentation du groupement dus au mandataire du groupement (pourcentage précisé dans l'acte d'engagement) ;
- variations limitées du programme et évolution de la réglementation n'impliquant que des modifications non substantielles (compris autorisations administratives modificatives et adaptation des marchés de travaux) ;
- variations limitées de la conception demandées par le maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- prestations nécessaires à l'exécution de travaux provisoires, anticipés et / ou différés ;
- relance de procédures suite à des appels d'offre infructueux ou déclarés sans suite ;
- interruption des travaux d'une durée inférieure à trois mois (à adapter) pour des raisons indépendantes du maître d'œuvre et dépassement de la durée contractuelle des travaux ne conduisant pas à une augmentation de plus de 10 % de cette durée (sauf s'il est la conséquence de modifications demandées par le maître d'ouvrage)
- prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition
- aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- prolongation de la garantie de parfait achèvement.

A l'issue de l'AVP, le maître d'ouvrage prendra une décision permettant de fixer le forfait définitif de rémunération. En, absence de modification substantielle du programme nécessitant la passation d'un avenant, celui-ci sera fixé contractuellement dans les conditions fixées à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

4.2. Dispositions diverses :

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération et à ne faire réaliser aucune partie des prestations par des fournisseurs ou entrepreneurs, et de façon générale, toute personne physique ou morale ayant un intérêt quelconque aux marchés de travaux, y compris aux études d'exécution qui y sont incluses le cas échéant, sous peine de résiliation.

ARTICLE 5 - PRIX

Le prix de la tranche ferme est ferme et définitif, ni révisable, ni actualisable.

Le prix de la tranche conditionnelle est actualisable dans le cas où cette tranche serait affermée plus de 3 mois après la notification du marché. La formule d'actualisation est la suivante : application au prix de la tranche conditionnelle d'un coefficient (C) d'actualisation donné par la formule : $C = \frac{I_m - 4}{I_o - 4}$,

dans laquelle :

I_o = index ingénierie 4 mois avant le mois m_o (mois d'établissement des prix).

I_m = index ingénierie 4 mois avant le mois m d'affermissement de la tranche conditionnelle

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index **ingénierie I** (base 2010).

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 - Avance

6.1.1 - Avance au titulaire

Une avance est accordée au titulaire du marché de maîtrise d'œuvre (sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement) lorsque le montant initial du marché (ou de la tranche le cas échéant) est supérieur à 50'000 euros HT.

Toutefois, le versement de l'avance est subordonné à la fourniture d'une garantie à première demande du montant total de l'avance. Le point de départ du délai de versement de l'avance est la date de réception de cette garantie.

Le versement de l'avance interviendra sans autre formalité dans un délai de 30 jours.

Le remboursement de cette avance - effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire - commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché (ou de la tranche) atteint ou dépasse 65% du montant du marché ou de la tranche et cela sur la totalité des sommes dues jusqu'à hauteur du montant de l'avance.

6.1.2 - Avance aux sous-traitants

Une avance peut également être versée aux sous-traitants.

Le montant de l'avance à verser au sous-traitant sera égal à 5 % du montant figurant dans l'attestation établie par le titulaire en application de l'article 11.1 du CCAG PI.)

Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont identiques à celles du titulaire

6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions définies ci-dessous.

Toutefois, ces prestations peuvent faire l'objet d'acomptes intermédiaires afin que l'intervalle entre 2 acomptes successifs n'excède pas 3 mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement d'étude et indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.2.1 - Pour l'établissement des documents d'études AVP et, PRO :

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître d'ouvrage telle que précisée à l'article 9.3 du présent CCAP.

6.2.3 - Pour l'exécution des prestations ACT :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante : après fourniture des rapports d'analyse des offres, négociation ou mise au point du ou des marchés de travaux attribués : 100 % ;

6.2.4 - Pour les études d'exécution :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après fourniture du dossier PRO : 100 %

6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR) :

6.2.5.1 - Élément DET (Direction de l'exécution du ou des contrats de travaux) :

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux en termes de délai (en tenant compte des retards éventuels à la date de la demande de paiement), sous forme d'acomptes mensuels, 85%
- à la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entrepreneurs : 15%

6.2.5.2 - Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement) :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

à l'issue des opérations préalables à la réception : date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 80 %

- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application du 44.2 du CCAG : 20%.

En cas de réception(s) partielle(s), les acomptes seront calculés au prorata de la valeur des ouvrages concernés

6.2.6 – autres éléments de mission :

Pour l'élément de mission OPC

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux en termes de délai (en tenant compte des retards éventuels à la date de la demande de paiement), sous forme d'acomptes mensuels, 85%
 - après la levée de la totalité des réserves, à l'exception de celles ayant donné lieu à une décision d'exécution aux frais et risques du titulaire : 15 % ;

6.2.7 - Montant de l'acompte :

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes périodiques dont la fréquence est déterminée aux articles 6.2 ci-avant, calculés à partir de la différence entre deux demandes de paiement successives.

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, sa demande de paiement. Cette demande sera effectuée selon un modèle qui lui sera remis par le maître d'ouvrage et indiquera les prestations effectuées depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

Si la demande de paiement est modifiée, elle sera notifiée au maître d'œuvre qui disposera alors d'un délai de 15 jours pour effectuer sa réclamation au maître d'ouvrage. Passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté les modifications.

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 17, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de versement du solde sous forme d'une demande de paiement finale.

La demande de paiement finale établie par le maître d'œuvre comprend :

- la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ;
- les révisions de prix, sur la base de la rémunération arrêtée ci-dessus.

L'addition de ces deux montants constitue le montant de la demande de paiement finale.

Le maître d'ouvrage établit et notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de 45 jours à compter de la réception de la demande de paiement finale exigible. Le décompte général comprend la demande de paiement finale (éventuellement rectifiée), l'incidence de la TVA, les pénalités et retenues éventuelles, la récapitulation des acomptes et du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire ou après 30 jours à compter de la notification de ce décompte (par dérogation à l'article 11.8 du CCAG PI, toute réclamation sur le décompte général doit être présentée au maître d'ouvrage dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification de ce décompte)

Le titulaire n'est admis à présenter aucune réclamation sur les pénalités, révisions ou actualisations de prix pour lesquels il a donné son acceptation ou qu'il est réputé avoir accepté à l'occasion de la notification des demandes de paiement modifiées.

6.4 - Délais global de paiement :

Le paiement des acomptes et du solde intervient dans un délai global maximal de 30 jours

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement du titulaire, ou la date d'achèvement de prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande du titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement pour le solde est la date de notification au titulaire du décompte général.

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître d'ouvrage peut suspendre le délai global de paiement ci-avant pour chaque acompte ou pour le solde. Cependant, le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception ; Cette notification précise les raisons qui – imputables au titulaire- s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

6.5 – Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-avant fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Tout retard de paiement donnera également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros.

CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 7 - DELAIS

7.1 – point de départ des éléments dont le délai est fixé dans l'acte d'engagement

Certains délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- AVP : date de la notification du marché ou d'un ordre de service si la lettre de notification du marché le prévoit ;
- PRO : date de la notification de la décision de réception, de réception avec réfaction ou de réception avec réserves du document d'étude le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération, ou d'un ordre de service ultérieur si la décision le prévoit ;
- ACT : à compter de leur mise à disposition du maître d'œuvre ;
- ACT négociation des marchés : à compter de la décision de procéder à des négociations ;
- ACT mise au point des marchés : à compter de la décision d'attribution des marchés ;

Pour chacun de ces éléments, le maître d'ouvrage peut faire débiter l'exécution des éléments de mission de façon anticipée par ordre de service notifié au titulaire.

7.2 – autres délais et points de départ

Le maître d'œuvre doit remettre le dossier de consultation des entreprises (DCE) concomitamment au dossier PRO.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et déterminer le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service, accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. Le délai fixé au maître d'œuvre figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise (et jusqu'à la réception par le maître d'ouvrage).

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui lui a été transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le titulaire établit, le décompte général dans un délai qui figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte final ou du récépissé de remise (et jusqu'à la réception par le maître d'ouvrage).

Le délai d'établissement et de notification des ordres de service aux entrepreneurs figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la disponibilité des éléments et décisions préalables nécessaires (ce délai court à compter de la réception du maître d'ouvrage pour les ordres de services de travaux modificatifs).

Le délai pour formuler un avis motivé sur toute demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant présentée en cours d'exécution du ou des marchés de travaux figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la réception du dossier de demande d'acceptation.

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation par le maître d'œuvre figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la date à laquelle il les a reçus.

Le délai pour établir les fiches de travaux modificatifs figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la demande formulée par le maître d'ouvrage.

Le délai pour répondre à une question posée par un entrepreneur dans le cadre de la réalisation de ses études d'exécution figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la réception de la question.

Le délai d'analyse du DOE et du DIUO figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de la remise des éléments par chaque entrepreneur ou le coordonnateur SPS.

Le délai fixé au maître d'œuvre pour constater que les réserves émises à la réception ont été levées figure dans l'acte d'engagement, il court à compter de l'expiration du délai dont disposait l'entreprise pour y remédier.

OPC

L'OPC doit fournir le calendrier prévisionnel d'exécution en même temps que le dossier PRO.

L'OPC doit remettre le calendrier détaillé d'exécution au plus tard 5 jours avant la fin de la période de préparation des marchés de travaux

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD ET REFACTIONS

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, les pénalités, pourront être effectivement appliquées, même si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

PRESTATIONS	PENALITES en euros HT
Avant-projet	300
Reprise des études en cas de dépassement du coût prévisionnel des travaux C ou C'	500
Etudes de projet	500
Etablissement du (es) dossier(s) de consultation des entrepreneurs	500
Analyses candidatures et offres	500
Négociation ou mise au point de l'offre retenue	300
Examen de conformité et visa des plans d'exécution des entrepreneurs	300
Dossier des ouvrages exécutés, avis sur DIUO	500
Vérification des décomptes mensuels des marchés de travaux	300
Avis motivé sur toute demande d'acceptation d'un sous-traitant	500
Etude complète d'une modification à la demande du maître d'ouvrage	300
Réponse à une question conditionnant l'avancement de l'opération	300
Etablissement et notification d'un ordre de service à un entrepreneur	300
Production des attestations d'assurance	300
Etablissement du décompte général des marchés de travaux	500
Instruction d'un mémoire de réclamation	1'000
Constat, saisine des entreprises, dans le cadre de la garantie de parfait achèvement	500

Le maître d'œuvre pourra également se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- sous-traitance non déclarée : 1'000 € HT par simple constatation du maître d'ouvrage;
- réfaction prévue à l'article 12 du CCAP pour non-respect d'un engagement économique du maître d'œuvre ;
- absence non justifiée ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion où la présence du titulaire est requise, ou représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire : pénalité de 500 € HT;
- transmission au maître d'ouvrage d'une demande de paiement d'une entreprise pour laquelle il manque un ou plusieurs éléments qui auraient dû engendrer une suspension du délai de paiement : pénalité de 300 € HT par évènement ;
- dans le cas où le titulaire ou l'un de ses cotraitants ne s'acquitterait pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5, une pénalité égale à 10 % du montant du contrat pourra être appliquée en application de l'article L 8222-6 du code du travail. Cette pénalité est toutefois plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 ;
- réfections effectuées dans le cadre des décisions de réception avec réfaction à l'issue des vérifications effectuées sur les documents remis par le maître d'œuvre ;
- réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le maître d'ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais du maître d'œuvre ;
- réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que le maître d'œuvre n'aurait pas effectuées, en application du principe de comptabilité publique du règlement selon service fait.

Pénalités et réfections propres à l'élément de mission OPC

Outre les pénalités et réfections prévues ci-dessus, le titulaire du présent marché pourra se voir appliquer les pénalités et réfections suivantes :

- retard dans la remise de documents : 300 € HT par jour calendaire et par document ;
- défaut de recensement hebdomadaire exhaustif des retards d'exécution des marchés de travaux (études d'exécution et mise en œuvre des ouvrages) et d'analyse précise des responsabilités correspondantes : 500 € HT par semaine ;
- retard dans l'exécution des marchés de travaux lorsqu'il est la conséquence d'une mauvaise exécution de sa mission par le titulaire : 1'000 € HT par jour calendaire.

ARTICLE 9 – RECEPTION DES DOCUMENTS

9.1 - forme des documents

Le maître d'œuvre remettra ses documents sous forme papier et sous forme informatique (au format de leur élaboration et au format PDF)

9.2 – nombre d'exemplaires

Documents	Nbre d'exemplaires	
	Papier	Informatique
AVP	5	5
PRO	5	5
DCE (ACT)	3	3
DOE (AOR)	3	5

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

Par dérogation à l'article 26.2- du C.C.A.G -PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit la personne responsable du marché de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Le maître d'œuvre s'engage également à remettre gratuitement aux prestataires intellectuels connexes concernés par l'opération (contrôle technique, coordination SPS, etc.) tous autres documents nécessaires à l'exercice de leur mission.

9.3 – vérifications et décisions

La décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-avant doit intervenir dans les conditions prévues aux articles 26 et 27 du CCAG.

Si le maître d'ouvrage estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure, il pourra également, par dérogation à l'article 27 du CCAG, prononcer une décision de « réception avec réserves ». Le maître d'œuvre lèvera ces réserves et produira un rapport précisant la suite donnée à chaque réserve dans un délai qui sera le cas échéant fixé par la décision de réception avec réserve. A défaut, une décision de réception avec réfaction des documents ayant initialement fait l'objet de réserves sera prise à postériori. La décision de réception avec réserves aux mêmes effets qu'une décision de réception en ce qui concerne les délais.

Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG PI, le silence du titulaire vaut acceptation d'une réception des prestations avec réfaction.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG PI, l'absence de décision du maître d'ouvrage à l'issue du délai mentionné à l'article 26.2 du CCAG PI, les prestations ne sont pas considérées comme reçues.

CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 10 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET TOLERANCE PHASE ETUDES

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter les coûts prévisionnels validés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit immédiatement le signaler au maître d'ouvrage et reprendre gratuitement ses études le cas échéant.

A l'issue de l'élément de mission AVP, une décision du maître d'ouvrage permettra de fixer contractuellement, en tenant compte du mode de dévolution des travaux retenu, le montant du coût prévisionnel des travaux C ou C' que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux C ou C' est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération,
- des dépenses de libération d'emprise,
- des frais éventuels de contrôle technique, de SPS, de sondages de sols, de levé topographique, ...conventions de toutes natures ...,
- des frais d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des travaux (OPC) en cas de dévolution des travaux en marchés séparés,
- de la prime éventuelle de l'assurance "dommages",
- de tous les frais financiers,
- des droits de raccordement (concessionnaires),

Le coût prévisionnel des travaux C ou C' est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo fixé à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

Ce coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

Un seuil de tolérance est défini comme égal au coût prévisionnel des travaux C ou C' majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C ou C' sur la base de l'exécution des études d'Avant-projet définitif (AVP).

ARTICLE 11 – COUT DE REFERENCE TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre (ou des offres) considérée (s), tous critères confondus, comme la (ou les) plus intéressante (s) par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois mo des études du marché de maîtrise d'œuvre et au mois mo (ou dernier mois connu) des offres de travaux ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur à C ou C' :

- le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. S'il ne le déclare pas infructueux, l'opération se poursuit sans modification de la rémunération définitive du maître d'œuvre arrêtée à l'issue de l'AVP.
- le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande. Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai fixé par ordre de service afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 12 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ET TOLERANCE

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 3 %.

Un seuil de tolérance est défini comme égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

Le coût constaté Cc déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement des travaux est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix. Toutefois, le montant des travaux correspondant soit à des demandes de modification du maître d'ouvrage, soit à un changement de réglementation, dès lors qu'ils sont intervenus postérieurement à la passation des marchés de travaux, n'est pas pris en compte pour la détermination du seuil de tolérance.

En cas de dévolution en marché unique, les frais de coordination des travaux sont inclus dans le montant de l'enveloppe financière annoncée par le maître d'œuvre, dans le coût prévisionnel des travaux, et enfin dans le coût de réalisation des travaux ; ils figurent donc aussi dans le coût constaté.

En cas de dévolution des travaux en marchés séparés, les frais de coordination précités sont exclus de l'enveloppe financière du maître d'ouvrage, de l'estimation du coût prévisionnel des travaux et enfin du coût de réalisation des travaux ; ils ne figurent pas non plus dans le coût constaté.

Dans le cas où le coût constaté dépasse le seuil de tolérance, la pénalité encourue par le maître d'œuvre est une réfaction de 15 % sur le montant de la rémunération correspondant aux éléments DET et AOR.

/

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

ARTICLE 13 - EMISSION DES ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément normalisé "direction de l'exécution du ou des contrats de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés et numérotés par le maître d'œuvre, adressé par celui-ci à l'entrepreneur, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Toutefois, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'après visa préalable du maître d'ouvrage, notamment dans les cas suivants :

- Incidence sur les délais,
- Incidence financière.

Les ordres de service dont copie doit être remise obligatoirement au maître de l'ouvrage doivent recevoir une numérotation chronologique et faire l'objet d'un enregistrement.

ARTICLE 14 - PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Cependant, la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé n'est pas à la charge du maître du maître d'œuvre.

ARTICLE 15 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

La direction de l'exécution du ou des contrats des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de leur faire respecter l'ensemble des stipulations du ou des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans la décision écrite formelle du maître d'ouvrage.

ARTICLE 16 - UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG PI.

En cas de résiliation du marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de faire réaliser, avec ou sans modification, le projet défini au moment de la résiliation, en recourant à un autre maître d'œuvre.

ARTICLE 17-ACHEVEMENT DE LA MISSION :

La mission du maître d'œuvre prend fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux (prévue à l'article 44.1 du C.C.A.G. applicables aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ou s'il n'a pas été remédié à tous les désordres apparus postérieurement. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou lors du constat de la résolution du dernier désordre.

L'achèvement de la mission ne fera l'objet d'une décision de réception que sur demande explicite du maître d'œuvre.

CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 18 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 20 du CCAG, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, pour la totalité du marché ou l'un des éléments de mission complémentaires, à chacun des éléments de la mission prévus au présent CCAP, même dans le cas où un élément de mission ultérieur serait en cours d'exécution.

Cet arrêt de l'exécution des prestations peut être définitif ou provisoire. Dans ce dernier cas, la décision notifiée au titulaire indique la durée de l'arrêt de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG PI, le titulaire ne peut pas demander à ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Le montant de chacune des phases techniques figure dans l'acte d'engagement.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHE, EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

19.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG/PI, le maître de l'ouvrage peut, à tout moment, résilier le marché en cours d'exécution, sans qu'il y ait faute du titulaire.

Le pourcentage visé à l'article 33 du CCAG PI est fixé à 1%.

19.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, par dérogation à l'article 34.3 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire –sans mise en demeure :

- dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un avant-projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle
- dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP
- dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'est engagé.

19.3 – exécution aux frais et risques

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG, le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation, après mise en demeure ;
- en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

ARTICLE 20 - CLAUSES DIVERSES

20.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 5 du CCAG-PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-PI, traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

20.2 - Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

20.3 - Assurances obligatoires

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit également justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle de droit commun. Une telle attestation est à produire à chaque échéance.

Il devra fournir une attestation de responsabilité civile décennale justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération dans le mois suivant chaque déclaration d'ouverture de chantier, et à l'appui de sa demande de paiement finale.

20.4 - Communications du maître d'ouvrage

Les notifications au titulaire qui font courir un délai sont faites :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit remises en mains-propres contre récépissé ;
- soit par télécopie avec accusé de réception ;
- soit par échange dématérialisé ou support électronique envoyé à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement (avec mention « NOTIFICATION » dans l'intitulé de l'objet du message).

En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

20.5 - Obligation de résultat

Le titulaire du présent marché a une obligation de résultat pour ce qui concerne le respect du programme de l'opération. Cette obligation ne peut toutefois être opposée au titulaire s'il démontre que le non respect du programme n'est pas de son fait mais du non-respect de ses obligations par l'entrepreneur chargé des travaux.

20.6 - Régularité de la situation du titulaire

Le titulaire produira tous les six mois, pendant toute l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail. En cas de non production de ces pièces, et après mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

Ces éléments seront communiqués au maître d'ouvrage avant le 1er mars (situation au 31 décembre) et avant le 1er septembre (situation au 30 juin) de chaque année.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
2,1	4,1
2,3	4,2
6,3	11,8
8	14,3 et 14,1
9,2	26,2
9,3	27
18	20
19,2	34,3 et 32,2
19,3	36,1